

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

[C – 2022/34600]

24 NOVEMBER 2022. — Decreet betreffende de verspreiding en het hergebruik van de overheidsinformatie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekraftigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Het decreet van 24 november 2022 betreffende de verspreiding en het hergebruik van de overheidsinformatie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet is van toepassing op de in artikel 1 bedoelde aangelegenheden.

Art. 3. Het decreet van 24 november 2022 betreffende de verspreiding en het hergebruik van de overheidsinformatie is van toepassing op:

1° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2° de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

3° andere publiekrechtelijke rechtspersonen die voor de uitoefening van de overgedragen bevoegdheden rechtstreeks of onrechtstreeks afhankelijk zijn van het Waalse Gewest.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 24 november 2022.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Stukken van het Waals Parlement 1079 (2022-2023) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 23 november 2022.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/34594]

1^{er} DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux compteurs communicants

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 34, § 1^{er}, 2^o, b), et 11^o, 35, § 1^{er}, 35bis, § 3, et 35ter, § 3, insérés par le décret du 19 juillet 2018 et modifiés par le décret du 5 mai 2022;

Vu le rapport du 25 mai 2022, établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 19 juillet 2022 ;

Vu l'avis n° CD-22g20-CWaPE-0911 de la CWaPE, donné le 20 juillet 2022 ;

Vu l'avis 72.269/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 octobre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis de Synergrid, donné en date du 18 août 2022;

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné en date du 15 juillet 2022 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2019/944/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE.

Art. 2. § 1^{er}. Tout utilisateur raccordé au réseau de distribution peut demander à son gestionnaire de réseau de distribution, selon les modalités déterminées par celui-ci, le placement d'un compteur communicant. Dans les dix jours de la réception de la demande, le gestionnaire de réseau de distribution envoi un accusé de réception précisant le caractère complet ou non de celle-ci.

§ 2. Dans les dix jours de la notification à l'utilisateur du caractère complet de sa demande, le gestionnaire de réseau de distribution transmet une offre comprenant, notamment, les éléments suivants :

1° les fonctions qui peuvent être prises en charge par le compteur et l'interopérabilité technique relative au port de sortie ;

2° les services au niveau de la gestion des réseaux de distribution et pour l'utilisateur ainsi que les avantages qui y sont liés ;

3° l'information du fait que l'activation de la fonction communicante du compteur n'implique pas la transmission des données de comptage quart-horaire vers le marché et de la nécessité, pour l'utilisateur du réseau, de faire la demande explicite auprès de son fournisseur s'il souhaite la transmission des données de comptage quart-horaire vers le marché ;

4° la date estimée de placement du compteur ainsi que les coordonnées du service compétent pour une éventuelle modification ;

5° la date estimée d'activation de la fonction communicante lorsqu'elle diffère de la date du placement ;

6° le coût du placement du compteur et, le cas échéant, la description et le montant des autres frais qui pourraient être facturés conformément au tarif approuvé par la CWaPE, en fonction de l'installation existante.

§ 3. Sauf impossibilité de placement pour des raisons techniques et économiques telles que visées à l'article 5 du présent arrêté, le délai de placement d'un compteur communicant par le gestionnaire de réseau de distribution n'excède pas quatre mois après la demande complète de l'utilisateur du réseau.

Au plus tard dix jours avant le placement effectif du compteur communicant, le gestionnaire de réseau de distribution prend contact avec l'utilisateur pour convenir de la date et de la plage horaire du placement.

Si l'utilisateur ne peut pas être présent pour le placement, il peut soit convenir d'une modification du jour et de la plage horaire, soit désigner une personne afin de le représenter.

§ 4. Lors du placement du compteur communicant, le gestionnaire de réseau de distribution remet une brochure d'information à l'utilisateur ou à son représentant, et effectue une démonstration des fonctions de base du compteur.

La brochure d'information visée à l'alinéa précédent contient les éléments suivants :

1° les objectifs poursuivis par l'Europe et la Région wallonne relatifs au déploiement des compteurs communicants ;

2° les modalités d'utilisation du compteur ;

3° les caractéristiques et les différentes fonctionnalités du compteur dont les fonctionnalités liées au prépaiement, en ce compris les modalités relatives au recharge ;

4° les modalités d'utilisation de la plateforme informatique développée par le gestionnaire de réseau de distribution permettant la consultation des données de prélèvement et, le cas échéant, d'injection de l'utilisateur du réseau ;

5° les informations relatives à la protection de la vie privée concernant le traitement des données à caractère personnel conformément à l'article 35*septies*, § 6, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, ci-après dénommé « décret électricité » ;

6° la mention de l'adresse du site internet de la Région wallonne et du site du gestionnaire de réseau de distribution contenant de plus amples informations relatives aux compteurs communicants ;

7° les coordonnées téléphoniques du service compétent du gestionnaire de réseau de distribution pour toute question utile relative aux compteurs communicants.

§ 5. Le coût du compteur est à charge du gestionnaire de réseau de distribution, qui en est le propriétaire. Les tarifs de placement du compteur et de sa mise en service sont proposés par les gestionnaires de réseaux de distribution et approuvés par la CWaPE conformément à la méthodologie tarifaire telle qu'approuvée par la CWaPE sur la base du décret du 19 janvier 2017 relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité.

Art. 3. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de législations spécifiques imposant un délai de placement plus court, le gestionnaire de réseau de distribution informe les utilisateurs du réseau visés à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, 2° et 3°, et aux alinéas 3 et 7 du décret du 12 avril 2001 du placement d'un compteur communicant au plus tard un mois avant le placement effectif de celui-ci.

Cette information contient notamment les éléments suivants :

1° les fonctions qui peuvent être prises en charge par le compteur et l'interopérabilité technique relative au port de sortie ;

2° les services au niveau de la gestion des réseaux de distribution et pour l'utilisateur ainsi que les avantages qui y sont liés ;

3° le fait que l'activation de la fonction communicante du compteur n'implique pas la transmission des données de comptage quart-horaire vers le marché et la nécessité, pour l'utilisateur du réseau, de faire la demande explicite auprès de son fournisseur s'il souhaite la transmission des données de comptage quart-horaire vers le marché ;

4° les éléments d'explications relatifs à la possibilité octroyée à l'utilisateur de refuser le placement du compteur communicant ou l'activation de sa fonction communicante ainsi que les conséquences de ce refus telles que visées à l'article 35 § 3, alinéa 2, du décret électricité ;

5° la date estimée de placement du compteur ainsi que les coordonnées du service compétent pour une éventuelle modification ;

6° la date estimée d'activation de la fonction communicante lorsqu'elle diffère de la date du placement.

Par dérogation au 4°, il est précisé que l'utilisateur du réseau acquérant une installation de production d'électricité d'une puissance égale ou inférieure à dix KVA à partir du 1^{er} janvier 2024 peut uniquement refuser l'activation de la fonction communicante.

Au plus tard dix jours avant le placement effectif du compteur communicant, le gestionnaire de réseau de distribution prend contact avec l'utilisateur pour convenir de la date et de la plage horaire du placement.

Si l'utilisateur ne peut pas être présent pour le placement, il peut, soit, convenir d'une modification du jour et de la plage horaire proposés, soit, désigner une personne afin de le représenter.

§ 2. Lors du placement du compteur communicant, le gestionnaire de réseau de distribution remet la brochure d'information visée à l'article 2, § 4, du présent arrêté à l'utilisateur du réseau ou à son représentant et effectue une démonstration des fonctions de base du compteur.

Art. 4. § 1^{er}. La plateforme informatisée visée à l'article 35ter, § 3, du décret du 12 avril 2001 présente les données de prélèvement et d'injection sous forme graphique et sont différencieres selon les plages horaires tarifaires établies par le gestionnaire de réseau de distribution.

Elles sont affichées selon un intervalle annuel, mensuel, hebdomadaire, journalier et, sur demande explicite du client, intra-journalier, pour les vingt-quatre derniers mois ou sur la période écoulée depuis le placement du compteur communicant, si celle-ci est d'une durée inférieure.

Les données cumulées annuelles validées sur les trois dernières années ou sur la période écoulée depuis le placement du compteur communicant, si celle-ci est d'une durée inférieure, sont également disponibles.

§ 2. La plateforme informatisée comprend un volet explicatif relatif à son utilisation ainsi qu'un volet comparatif indiquant les données standardisées de prélèvement et, le cas échéant d'injection, issues de profils de références. Elle dispose d'une fonction permettant d'exporter les données sous une forme exploitable par un tableau.

Art. 5. § 1^{er}. Le placement et l'activation de la fonction communicante d'un compteur sont considérés comme techniquement impossibles lorsque :

1° la pose du compteur communicant n'est techniquement pas possible au vu de la configuration des lieux ;

2° la communication à distance ne peut pas être établie avec le compteur communicant au moment de son installation.

§ 2. Le placement et l'activation de la fonction communicante d'un compteur sont considérés comme non économiquement raisonnable, lorsque des frais supérieurs au coût du placement du compteur communicant tel qu'approuvé par la CWAPE, sont engendrés par tout travail technique complémentaire, sauf si ces frais complémentaires sont acceptés par le client dans l'offre individuelle lorsque celui-ci est à l'origine de la demande de placement du compteur.

§ 3. Dans les cas d'impossibilités technique ou de coût non économiquement raisonnable visés aux paragraphes 1^{er} et 2, le gestionnaire de réseau de distribution informe, l'utilisateur, par courrier, dans les dix jours du constat d'impossibilité technique ou de coût non économiquement raisonnable. Cette information comprend notamment :

1° en cas d'impossibilité technique de placement, les raisons spécifiques ayant trait à cette impossibilité et, le cas échéant, les moyens à mettre en œuvre pour lever cette impossibilité ;

2° en cas d'impossibilité technique d'activation de la fonction communicante, les raisons spécifiques ayant trait à cette impossibilité, les moyens mis à sa disposition pour permettre cette activation ainsi que le délai maximum endéans lequel cette activation sera effective ;

3° en cas de coût non économiquement raisonnable, le montant des frais complémentaires nécessaire à l'installation du compteur communicant

Art. 6. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/34594]

1. DEZEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung über die kommunizierenden Zähler

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 34 Paragraph 1 Ziffer 2 Buchstabe b und Ziffer 11, Artikel 35 Paragraph 1, Artikel 35bis Paragraph 3 und Artikel 35ter Paragraph 3, eingesetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2018 und abgeändert durch das Dekret vom 5. Mai 2022;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 25. Mai 2022;

Aufgrund der am 19. Juli 2022 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund der am 20. Juli 2022 abgegebenen Stellungnahme der CWaPE Nr. CD-22g20-CWaPE-0911;

Aufgrund des am 24. Oktober 2022 in Anwendung von Artikel 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 72.269/4;

In der Erwägung der am 18. August 2022 abgegebenen Stellungnahme von Synergrid;

In Erwägung der am 15. Juli 2022 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2019/944/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juni 2019 mit gemeinsamen Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 2012/27/EU teilweise umgesetzt.

Art. 2 - § 1. Jeder Nutzer, der an das Verteilernetz angeschlossen ist, kann bei seinem Verteilernetzbetreiber gemäß den von ihm festgelegten Modalitäten die Anbringung eines kommunizierenden Zählers beantragen. Innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt des Antrags versendet der Verteilernetzbetreiber eine Empfangsbestätigung, in der er angibt, ob der Antrag vollständig ist oder nicht.

§ 2. Innerhalb von zehn Tagen, nachdem der Nutzer über die Vollständigkeit seines Antrags benachrichtigt wurde, übermittelt der Verteilernetzbetreiber ein Angebot, das unter anderem folgende Angaben enthält:

1° die Funktionen, die von dem Zähler übernommen werden können, und die technische Interoperabilität in Bezug auf die Ausgangsschnittstelle;

2° die Dienste auf der Ebene der Verteilernetzverwaltung und für den Nutzer sowie die damit verbundenen Vorteile;

3° die Unterrichtung darüber, dass die Aktivierung der Kommunikationsfunktion des Zählers nicht die Übermittlung der viertelstündlichen Zähldaten an den Markt nach sich zieht und dass der Netzbewerber bei seinem Versorger ausdrücklich die Übermittlung der viertelstündlichen Zähldaten an den Markt beantragen muss;

4° das geschätzte Datum der Anbringung des Zählers sowie die Kontaktdata der zuständigen Stelle für eine etwaige Änderung;

5° das geschätzte Datum der Aktivierung der Kommunikationsfunktion, wenn es vom Datum der Anbringung abweicht;

6° die Kosten für die Anbringung des Zählers und gegebenenfalls die Beschreibung und der Betrag der anderen Kosten, die gemäß dem von der CWaPE genehmigten Tarif in Rechnung gestellt werden könnten, je nach der bestehenden Anlage.

§ 3. Außer bei Unmöglichkeit der Anbringung aus technischen und wirtschaftlichen Gründen gemäß Artikel 5 des vorliegenden Erlasses, darf die Frist für die Anbringung eines kommunizierenden Zählers durch den Verteilernetzbetreiber vier Monate nach dem vollständigen Antrag des Netzbewerbers nicht überschreiten.

Spätestens zehn Tage vor der tatsächlichen Anbringung des kommunizierenden Zählers nimmt der Verteilernetzbetreiber mit dem Nutzer Kontakt auf, um das Datum und den Zeitrahmen der Anbringung zu vereinbaren.

Falls der Nutzer bei der Anbringung nicht anwesend sein kann, kann er entweder eine Änderung des Tages und des Zeitrahmens vereinbaren oder eine Person benennen, die ihn vertritt.

§ 4. Bei der Anbringung des kommunizierenden Zählers übergibt der Verteilernetzbetreiber dem Nutzer oder seinem Vertreter eine Informationsbroschüre und führt die Grundfunktionen des Zählers vor.

Die im vorherigen Absatz genannte Informationsbroschüre enthält folgende Angaben:

1° die von Europa und der Wallonischen Region verfolgten Ziele in Bezug auf die Einführung der kommunizierenden Zähler;

2° die Modalitäten der Nutzung des Zählers;

3° die Merkmale und die verschiedenen Funktionen des Zählers, darunter die Funktionen im Zusammenhang mit der Vorauszahlung, einschließlich der Modalitäten bezüglich des Wiederaufladens;

4° die Modalitäten der Nutzung der vom Verteilernetzbetreiber entwickelten IT-Plattform, die es ermöglicht, die Daten der Entnahme und gegebenenfalls die Daten der Einspeisung des Netzbewerbers einzusehen;

5° die Informationen zum Schutz des Privatlebens bezüglich der Verarbeitung personenbezogener Daten gemäß Artikel 35*septies* Paragraf 6 des Dekrets vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, nachstehend "Elektrizitätsdekret" genannt;

6° die Angabe der Adresse der Website der Wallonischen Region und der Website des Verteilernetzbetreibers, die weitere Informationen zu den kommunizierenden Zählern enthalten;

7° die telefonischen Kontaktdaten des zuständigen Dienstes des Verteilernetzbetreibers für alle nützlichen Fragen in Bezug auf die kommunizierenden Zähler.

§ 5. Die Kosten für den Zähler gehen zu Lasten des Verteilernetzbetreibers, der Eigentümer des Zählers ist. Die Preise für die Anbringung des Zählers und für seine Inbetriebnahme werden von den Verteilernetzbetreibern angeboten und von der CWaPE gemäß der Tarifmethodik, wie sie von der CWaPE auf der Grundlage des Dekrets vom 19. Januar 2017 über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist, genehmigt wurde, gebilligt.

Art. 3 - § 1. Unbeschadet der Anwendung spezifischer Gesetzesvorschriften, die eine kürzere Anbringungsfrist vorschreiben, informiert der Verteilernetzbetreiber die in Artikel 35 Paragraf 1 Absatz 2 Ziffern 2 und 3, sowie in den Absätzen 3 und 7 des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Netzbenutzer spätestens einen Monat vor der tatsächlichen Anbringung eines kommunizierenden Zählers über dessen Anbringung.

In dieser Information sind insbesondere die folgenden Angaben enthalten:

1° die Funktionen, die von dem Zähler übernommen werden können, und die technische Interoperabilität in Bezug auf die Ausgangsschnittstelle;

2° die Dienste auf der Ebene der Verteilernetzverwaltung und für den Nutzer sowie die damit verbundenen Vorteile;

3° die Tatsache, dass die Aktivierung der Kommunikationsfunktion des Zählers nicht die Übermittlung der viertelstündlichen Zähldaten an den Markt nach sich zieht und dass der Netzbenutzer bei seinem Versorger ausdrücklich die Übermittlung der viertelstündlichen Zähldaten an den Markt beantragen muss;

4° die Erläuterungen zu der dem Nutzer eingeräumten Möglichkeit, die Anbringung des kommunizierenden Zählers oder die Aktivierung seiner Kommunikationsfunktion abzulehnen, sowie die Folgen einer solchen Ablehnung, wie in Artikel 35 Paragraf 3 Absatz 2 des Elektrizitätsdekrets erwähnt;

5° das geschätzte Datum der Anbringung des Zählers sowie die Kontaktdaten der zuständigen Stelle für eine etwaige Änderung;

6° das geschätzte Datum der Aktivierung der Kommunikationsfunktion, wenn es vom Datum der Anbringung abweicht.

Abweichend von Ziffer 4 wird angegeben, dass der Netzbenutzer, der ab dem 1. Januar 2024 eine Elektrizitätserzeugungsanlage mit einer Leistung von zehn kVA oder weniger erwirbt, nur die Aktivierung der Kommunikationsfunktion ablehnen kann.

Spätestens zehn Tage vor der tatsächlichen Anbringung des kommunizierenden Zählers nimmt der Verteilernetzbetreiber mit dem Nutzer Kontakt auf, um das Datum und den Zeitrahmen der Anbringung zu vereinbaren.

Falls der Nutzer bei der Anbringung nicht anwesend sein kann, kann er entweder eine Änderung des vorgeschlagenen Tages und des vorgeschlagenen Zeitrahmens vereinbaren oder eine Person benennen, die ihn vertritt.

§ 2. Bei der Anbringung des kommunizierenden Zählers übergibt der Verteilernetzbetreiber dem Netzbenutzer oder seinem Vertreter die in Artikel 2 Paragraf 4 des vorliegenden Erlasses erwähnte Informationsbroschüre und führt die Grundfunktionen des Zählers vor.

Art. 4 - § 1. Die in Artikel 35*ter* Paragraf 3 des Dekrets vom 12. April 2001 genannte computergestützte Plattform stellt die Entnahmee- und Einspeisungsdaten in grafischer Form dar und wird nach den vom Verteilernetzbetreiber festgelegten Tarifzeiten unterschieden.

Sie werden in einem jährlichen, monatlichen, wöchentlichen, täglichen und, auf ausdrücklichen Wunsch des Kunden, tagesinternen Abstand für die letzten vierundzwanzig Monate oder für den Zeitraum seit der Anbringung des kommunizierenden Zählers angezeigt, wenn dieser kürzer ist.

Die bestätigten jährlichen kumulierten Daten für die letzten drei Jahre oder für den Zeitraum seit der Anbringung des kommunizierenden Zählers, je nachdem, welcher Zeitraum kürzer ist, sind ebenfalls verfügbar.

§ 2. Die computergestützte Plattform umfasst einen erläuternden Teil bezüglich ihrer Nutzung sowie einen vergleichenden Teil, der die standardisierten Daten der Entnahme und gegebenenfalls der Einspeisung aus Referenzprofilen anzeigt. Die Plattform verfügt über eine Funktion, die es ermöglicht, die Daten in einer Form zu exportieren, die mit einer Tabellenkalkulation verarbeitet werden kann.

Art. 5 - § 1. Die Anbringung und die Aktivierung der Kommunikationsfunktion eines Zählers gelten in folgenden Fällen als technisch unmöglich:

1° die Anbringung des kommunizierenden Zählers ist aufgrund der örtlichen Gegebenheiten technisch unmöglich;

2° die Fernkommunikation mit dem kommunizierenden Zähler kann zum Zeitpunkt seiner Installation nicht hergestellt werden.

§ 2. Die Platzierung und Aktivierung der Kommunikationsfunktion eines Zählers gilt als wirtschaftlich nicht vertretbar, wenn durch zusätzliche technische Arbeiten Kosten entstehen, die die Kosten für die Anbringung des kommunizierenden Zählers, wie von der CWaPE genehmigt, übersteigen, es sei denn, diese zusätzlichen Kosten werden vom Kunden im individuellen Angebot akzeptiert, sofern der Kunde den Antrag auf Anbringung des Zählers gestellt hat.

§ 3. In den in den Paragrafen 1 und 2 genannten Fällen der technischen Unmöglichkeit oder der wirtschaftlich nicht vertretbaren Kosten setzt der Verteilernetzbetreiber den Nutzer innerhalb von zehn Tagen nach Feststellung der technischen Unmöglichkeit oder der wirtschaftlich nicht vertretbaren Kosten per Brief darüber in Kenntnis. In dieser Information sind insbesondere die folgenden Angaben enthalten:

1° im Falle einer technischen Unmöglichkeit der Anbringung, die spezifischen Gründe für diese Unmöglichkeit und gegebenenfalls die Mittel, die zur Beseitigung dieser Unmöglichkeit eingesetzt werden sollen;

2° im Falle einer technischen Unmöglichkeit, die Kommunikationsfunktion zu aktivieren, die spezifischen Gründe für diese Unmöglichkeit, die zur Verfügung gestellten Mittel, um die Aktivierung zu ermöglichen, sowie die maximale Frist, innerhalb derer diese Aktivierung wirksam wird;

3° im Falle von nicht wirtschaftlich vertretbaren Kosten, die Höhe der zusätzlichen Kosten, die für die Installation des kommunizierenden Zählers notwendig sind.

Art. 6 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Dezember 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/34594]

1 DECEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de communicerende meters

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, de artikelen 34, § 1, 2°, b), en 11°, 35, § 1, 35bis, § 3, en 35ter, § 3, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2018 en gewijzigd bij het decreet van 5 mei 2022;

Gelet op het rapport van 25 mei 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit gegeven op 19 juli 2022;

Gelet op het advies nr. CD-22g20-CWaPE-0911 van de CWaPE, gegeven op 20 juli 2022 ;

Gelet op het advies nr. 72.269/4 van de Raad van State, gegeven op 24 oktober 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het advies van Synergrid, gegeven op 18 augustus 2022;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 15 juli 2022;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. § 1. Elke op het distributionenet aangesloten gebruiker kan de distributionenetbeheerder verzoeken een communicerende meter te installeren, overeenkomstig de door hem vastgestelde voorwaarden. Binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag stuurt de distributionenetbeheerder een bericht van ontvangst waarin staat of de aanvraag volledig is of niet.

§ 2. Binnen tien dagen nadat de gebruiker ervan in kennis is gesteld dat zijn aanvraag volledig is, dient de distributionenetbeheerder een offerte in die met name de volgende gegevens bevat:

1° de functies die door de meter kunnen worden ondersteund en de technische interoperabiliteit met betrekking tot de uitvoerpoort ;

2° de diensten op het niveau van het beheer van de distributionetten en voor de gebruiker, alsmede de daaraan verbonden voordelen;

3° informatie dat de activering van de communicatiefunctie van de meter niet impliceert dat de kwartiermeetgegevens aan de markt worden doorgegeven en dat de netgebruiker dit uitdrukkelijk aan zijn leverancier moet vragen indien hij kwartiermeetgegevens aan de markt wenst door te geven;

4° de geschatte datum van installatie van de meter en de contactgegevens van de bevoegde dienst voor een eventuele wijziging;

5° de geschatte datum van activering van de communicatiefunctie wanneer deze verschilt van de datum van plaatsing;

6° de kosten voor het installeren van de meter en, in voorkomend geval, de beschrijving en het bedrag van andere lasten die kunnen worden gefactureerd overeenkomstig het door de CWaPE goedgekeurde tarief, afhankelijk van de bestaande installatie.

§ 3. Tenzij de installatie onmogelijk is om technische en economische redenen als bedoeld in artikel 5 van dit besluit, bedraagt de termijn die de distributienetbeheerder nodig heeft om een communicerende meter te installeren niet meer dan vier maanden nadat de netgebruiker een volledige aanvraag heeft ingediend.

Ten minste tien dagen voor de daadwerkelijke installatie van de communicerende meter neemt de distributienetbeheerder contact op met de gebruiker om de datum en het tijdstip van installatie overeen te komen.

Indien de gebruiker niet aanwezig kan zijn bij de plaatsing, kan hij een andere dag en een ander tijdstip afspreken of iemand aanwijzen om hem te vertegenwoordigen.

§ 4. Bij de installatie van de communicerende meter verstrekkt de distributienetbeheerder de gebruiker of diens vertegenwoordiger een informatiebrochure en demonstreert hij de basisfuncties van de meter.

De in het vorige lid bedoelde informatiebrochure bevat de volgende elementen:

1° de doelstellingen die Europa en het Waals Gewest nastreven met betrekking tot de invoering van communicerende meters;

2° de gebruiksvoorwaarden van de meter;

3° de kenmerken en de verschillende functies van de meter, met inbegrip van de functies in verband met vooruitbetaling, met inbegrip van de modaliteiten voor het herladen;

4° de gebruiksvoorwaarden van het door de distributienetbeheerder ontwikkelde IT-platform dat de raadpleging van de afnamegegevens en, in voorkomend geval, de injectiegegevens van de netgebruiker mogelijk maakt;

5° informatie over de bescherming van de persoonlijke levenssfeer met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens overeenkomstig artikel 35*septies*, § 6, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, hierna het "elektriciteitsdecreet" genoemd;

6° het adres van de website van het Waals Gewest en de website van de distributienetbeheerder met nadere informatie over communicerende meters;

7° het telefoonnummer van de bevoegde dienst van de distributienetbeheerder voor elke nuttige vraag in verband met communicerende meters.

§ 5. De kosten van de meter worden gedragen door de distributienetbeheerder, die de eigenaar is. De tarieven voor de plaatsing en inwerkingstelling van meters worden voorgesteld door de distributienetbeheerders en goedgekeurd door de CWaPE overeenkomstig de tariefmethodologie zoals goedgekeurd door de CWaPE op basis van het decreet van 19 januari 2017 betreffende de tariefmethodologie die van toepassing is op gas- en elektriciteitsdistributienetbeheerders.

Art. 3. § 1. Onverminderd de toepassing van specifieke wetgeving die een kortere plaatsingstermijn oplegt, brengt de distributienetbeheerder de netgebruikers bedoeld in artikel 35, § 1, tweede lid, 2° en 3°, en derde en zevende lid, van het decreet van 12 april 2001 uiterlijk één maand voor de daadwerkelijke plaatsing van de meter op de hoogte van de plaatsing van een communicerende meter.

Deze informatie omvat het volgende:

1° de functies die door de meter kunnen worden ondersteund en de technische interoperabiliteit met betrekking tot de uitvoerpoort ;

2° de diensten op het niveau van het beheer van de distributienetten en voor de gebruiker, alsmede de daaraan verbonden voordelen;

3° het feit dat de activering van de communicatiefunctie van de meter niet impliceert dat de kwartiermeetgegevens aan de markt worden doorgegeven en dat de netgebruiker dit uitdrukkelijk aan zijn leverancier moet vragen indien hij kwartiermeetgegevens aan de markt wenst door te geven;

4° uitleg over de mogelijkheid voor de gebruiker om de plaatsing van de communicerende meter of de activering van de communicatiefunctie ervan te weigeren en de gevolgen van deze weigering als bedoeld in artikel 35, § 3, tweede lid, van het Elektriciteitsdecreet;

5° de geschatte datum van installatie van de meter en de contactgegevens van de bevoegde dienst voor een eventuele wijziging;

6° de geschatte datum van activering van de communicatiefunctie wanneer deze verschilt van de datum van plaatsing;

In afwijking van 4° wordt bepaald dat een netgebruiker die vanaf 1 januari 2024 een installatie voor de productie van elektriciteit met een vermogen van ten hoogste tien KVA verwerft, alleen kan weigeren de communicatiefunctie te activeren.

Ten minste tien dagen voor de daadwerkelijke plaatsing van de communicerende meter neemt de distributienetbeheerder contact op met de gebruiker om de datum en het tijdstip van plaatsing overeen te komen.

Indien de gebruiker niet aanwezig kan zijn bij de plaatsing, kan hij een andere dag en een ander tijdstip afspreken of iemand aanwijzen om hem te vertegenwoordigen.

§ 2. Bij de plaatsing van de communicerende meter verstrekt de distributienetbeheerde de gebruiker of diens vertegenwoordiger de informatiebrochure bedoeld in artikel 2, § 4, van dit besluit en demonstreert hij de basisfuncties van de meter.

Art. 4. § 1. Het in artikel 35 ter, § 3, van het decreet van 12 april 2001 bedoelde geïnformatiseerde platform geeft de gegevens betreffende de afname en de injectie in grafische vorm weer en is gedifferentieerd volgens de door de distributienetbeheerde vastgestelde tariefuurperiodes.

Zij worden op jaarbasis, maandelijks, wekelijks, dagelijks en, indien de afnemer daar uitdrukkelijk om verzoekt, intradagelijks weergegeven voor de laatste vierentwintig maanden of voor de periode sinds de plaatsing van de communicerende meter, indien deze korter is.

De cumulatieve jaarlijkse gegevens die over de laatste drie jaar of de periode sinds de installatie van de communicerende meter, indien deze periode korter is, zijn gevalideerd, zijn ook beschikbaar.

§ 2. Het geautomatiseerde platform bevat een toelichting op het gebruik en een vergelijkend deel met gestandaardiseerde monsterafname en eventueel injectiegegevens van referentieprofielen. Het heeft een functie voor het exporteren van gegevens in een vorm die door een spreadsheet kan worden gebruikt.

Art. 5. § 1. De plaatsing en activering van de communicatiefunctie van een meter wordt technisch onmogelijk geacht wanneer :

1° de plaatsing van de communicerende meter is technisch niet mogelijk gezien de configuratie van de lokalen;

2° de communicatie op afstand met de communicerende meter kan niet tot stand worden gebracht op het moment van de plaatsing ervan.

§ 2. De installatie en activering van de communicatiefunctie van een meter worden als onrendabel beschouwd wanneer de kosten voor de plaatsing van de communicerende meter, zoals goedgekeurd door de CWaPE, hoger zijn dan de kosten voor het bijkomende technische werk, tenzij deze bijkomende kosten door de afnemer worden aanvaard in de individuele offerte wanneer hij de installatie van de meter aanvraagt.

§ 3. In gevallen van technische onmogelijkheid of onrendabele kosten als bedoeld in de leden 1 en 2 stelt de distributienetbeheerde de gebruiker binnen tien dagen na de vaststelling van de technische onmogelijkheid of onrendabele kosten per brief op de hoogte. Deze informatie omvat met name:

1° in geval van technische onmogelijkheid van plaatsing, de specifieke redenen betreffende deze onmogelijkheid en, in voorkomend geval, de middelen die moeten worden aangewend om deze onmogelijkheid op te heffen ;

2° indien het technisch onmogelijk is de communicatiefunctie te activeren, de specifieke redenen voor deze onmogelijkheid, de middelen die ter beschikking worden gesteld om deze activering mogelijk te maken en de maximumtermijn waarbinnen deze activering effectief zal zijn;

3° indien de kosten economisch niet redelijk zijn, het bedrag van de extra kosten die nodig zijn voor de installatie van de communicerende meter

Art. 6. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/34596]

1^{er} DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel en matière de congés

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 juin 2022 ;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 1^{er} juillet 2022 ;

Vu le rapport du 25 mai 2022, établi en application de l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu le protocole de négociation n°828 du Comité de secteur n°XVI, conclu le 16 septembre 2022 ;